

royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

espagne :

**l'alliance
du roi
et
du peuple**



M 2242 - 369 - 6 F DU 11 NOVEMBRE AU 24 NOVEMBRE 1982 - 12ème année - N° 369 - 6 F

souscrivez !

Bertrand Renouvin

Charles Maurras



et la
question sociale



Collection Lys Rouge

« Charles Maurras, l'Action française et la question sociale », c'est un livre politique dont nous avons retracé les enjeux dans le numéro 367 de « Royaliste ». Mais c'est aussi un livre d'Histoire du plus haut intérêt sur un thème peu connu, et à ce titre il constitue une bonne idée de cadeau pour les fêtes de fin d'année... à se faire offrir, ou à s'offrir à soi-même !

Ce livre de 224 pages est présenté sous une élégante couverture (deux couleurs, pelliculée), il comporte un portrait de Charles Maurras, un index des noms cités et des annexes explicatives.

Vous pouvez l'obtenir à un prix de faveur en prenant commande avant le 10 décembre : 78 F (83 F port compris). Après cette date ces prix seront respectivement de 98 F et 103 F.

BON DE SOUSCRIPTION

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

souscrit exemplaire(s)
du livre de Bertrand Renouvin,
et verse pour cela la somme de :

.....
à l'ordre de « Royaliste », 17, rue
des Petits-Champs 75001, Paris.

les lecteurs ont la parole

A PROPOS DE « PRIVILEGES »

Depuis quelques temps déjà, la NAR emploie fréquemment, pour dénoncer la chose subsumée, le mot de « privilège ». Plus généralement, le refus des privilèges - avec « dadzibaos » à l'appui dans « Royaliste », fustigeant les hauts salaires réputés scandaleux et leurs bénéficiaires - s'inscrit dans la perspective du « royalisme justicier » qui anime, et c'est sans doute une excellente chose, un mouvement généreux et soucieux du bien commun. En tout cas ce noble souci justifie à mon sens qu'on y adhère avec cœur avant d'autres fortes raisons. Et c'est déjà considérable.

Ce nonobstant, il me semble qu'il y a peut-être risque de confusion et plus gravement un danger éthique et politique à cette poursuite - disons vengeresse - des privilèges (et qui fait curieusement penser à la figure du chevalier luttant contre le Mal du monde dans la Phénoménologie de l'Esprit de Hegel).

La confusion tout d'abord. Chacun sait que l'usage des mots n'est pas innocent et, notamment, le dévoiement à fin de rhétorique édifiante qu'on leur fait subir : Hobbes et Joseph de Maistre l'avaient montré, chacun de leur côté, pour le mot « hérésie » qui, signifiant originellement opinion simple, a été détourné afin de devenir une arme acérée pour condamner, avec la passion du verbe, ce qui était une déviation essentielle (si l'on veut l'usage polémique du mot hérésie était lui-même hérétique !). Je m'étonne tout de même que mes amis royalistes oublient le sens réel du mot privilège et le transmue en épouvantail lors même qu'il se pourrait bien que la présentation de ce à quoi il renvoyait dans l'Ancienne France fût un bon argument pour témoigner du bien historique que celle-ci a pu assurer. Le privilège ne s'entend que comme devoir : il est légitime dans la mesure où il rend service. Mais pour qu'il y ait service, il faut qu'il y ait puissance, disponibilité, indépendance, etc., comme devoir : il est légitime dans la mesure où il rend service. Mais pour qu'il y ait service, il faut qu'il y ait puissance, disponibilité, indépendance, etc., comme aujourd'hui en économie, socialiste ou capitaliste, il faut qu'il y ait accumulation. Le privilège est un moyen pour une fin qui l'anoblit. Le problème est qu'il faut cette médiation et que sans elle il n'y a pas de service. En voulant abattre un puissant on a commencé souvent par empêcher

la société civile de s'aider elle-même, par lui. Il y a un prix à payer qui n'est pas trop cher quand la fin est atteinte. Vouloir l'une c'est s'obliger à l'un et rendre grâce qu'un tel ordre tutélaire soit possible qui plus est ! Tel est le principe général que, me semble-t-il, l'organisation de l'Ancienne France concrétisait avec bonheur. Le mot est donc porteur d'un contenu positif. Ce n'est pas un hasard.

J'en viens aux dangers, qui précéderont ce qui précède. Il y a d'abord celui de l'envie dont je n'hésite pas à dire qu'elle est un très vilain péché, sans grandeur aucune. On nous met dans « Royaliste » la photo d'une « Rolls » : l'existence de ces voitures est-elle supportable ? Faut-il haïr celui qui est plus riche que nous ? Il me semble tout de même que ce que le communisme a développé : la « haine de classe », le ressentiment, et les brillants résultats par lui obtenus, devraient nous prémunir de telles ratiocinations. Plus gravement, je crains que le rêve de perfection et de transparence sociale, qui est le refus corrélatif de la finitude et de l'imperfection humaine, soit très pernicieux. Vouloir que tout le monde soit justement rétribué, considéré, etc., c'est avant même l'irréalisme (comme chacun sait : nous sommes tous égaux, mais il y en a qui sont plus égaux que d'autres) entretenir un désir fanatique de fraternité et d'égalité qui va toujours de pair avec la délation et la suppression du « privilège », l'ennemi au moins « objectif » de la Polis juste et pure.

On me dit que certains directeurs gagnent des millions. Il me semble qu'avant de s'attacher aux millions, il faudrait peut-être considérer ce qui intéresse la communauté et non pas eux seuls (c'est leur faire trop d'honneur) : font-ils excellemment marcher leur entreprise et augmentent-ils la richesse sociale ? Si oui, leurs « privilèges » apparaissent déjà moins gênant et tant pis s'ils ne sont pas des saints, s'ils préfèrent la Rolls à la 104 et la piscine privée à la piscine municipale. Je ne vois pas au nom de quoi je leur bouderais leurs plaisirs.

Encore deux remarques. Faut-il souhaiter que l'Etat intervienne dans tous les secteurs de l'économie pour juger du rapport salaire/mérite ? Il y aurait quelque chose d'inférieur à cela, je veux dire : dans l'asservissement total de la société civile aux critères d'un Etat... dont on sait bien pourtant qu'il est en démocratie, toujours partisan (sinon : inutile d'être royaliste). Il faut regarder les choses dans la durée. Maurras avait compris par elle qu'il importait peu au fond qu'une fortune se constituât injustement et au détriment des autres : une ou deux générations suffiront inmanquablement à moraliser la chose en la faisant rentrer dans le jeu normal de l'économie. Nous vivons l'héritage du capitalisme sauvage, parfois ignoble, qui dira pourtant qu'il ne s'est aménagé et qu'il n'y a personne pour défendre

les «mercredis»

Le mercredi, « jour des enfants », n'est pourtant pas l'occasion d'une récréation pour notre mouvement.

A partir de 19 heures, comment à converger, de tous les points de la région parisienne quelques militants, adhérents et sympathisants et des curieux du royalisme. Leur but : le quatrième étage d'un immeuble sis 17, rue des Petits-Champs. Un peu après 20 heures, l'invité est là, la conférence peut commencer, un des rares espaces libres de la politique française est ouvert.

Mercredi 6 octobre, Bertrand Renouvin présente le bilan et les perspectives de la politique gouvernementale. A la fois débat et réunion de rentrée, le premier des « mercredis » doit être un prétexte au renforcement des liens que les vacances ont quelquefois distendus.

Le grand départ du cycle de conférences 1982-1983 aura donc lieu le mercredi suivant, 13 octobre, Vladimir Volkoff conquiert son auditoire avec une facilité déconcertante, maniant tour à tour l'humour, le sérieux et un cynisme d'une désarmante bonne foi. Les privilégiés qui auront su arriver à temps pour avoir un siège bien placé, se rappelleront la visite du maître français du roman d'espionnage comme un des grands moments des Mercredis.

Une semaine, c'est le temps qu'il faut pour dévorer celles des œuvres de Volkoff dont aura pu s'emparer. Avant d'être à nou-

ses plus modestes employés ? C'est un triste réalisme peut-être (1) mais s'il protège les hommes plus que l'utopie haineuse ?

En conclusion, il me semble que la campagne contre les privilèges est peut-être trompeuse, facile, et pas aussi morale qu'il n'y paraît. Il se peut que ce soit moi qui me trompe. Du moins voudrais-je que l'on s'interrogeât un peu plus avant d'excommunier les privilèges et les corporatismes (qui, encore une fois, équilibreraient heureusement un pouvoir royal qui les reconnaissait) et surtout : avant d'apprécier, publiquement, les mérites de tel ou tel fonctionnaire ou dirigeant d'entreprise.

J.-M. J.
(Madagascar)

(1) Mais il peut s'appuyer sur de très profondes raisons. Cf ce que disait, à peu près, Blanc de Saint-Bonnet : le socialisme, c'est la doctrine de l'immaculé conception de l'homme.

veau présent une semaine après, à l'écoute de Jean-Luc Marion, professeur de philosophie et directeur de la revue «*Communio*». Son nouveau livre «*Dieu sans l'être*», ouvrage de théologie autant que de philosophie, peut paraître austère. C'est le mérite de Jean-Luc Marion de l'avoir présenté avec clarté à un public attentif.

Le débat s'anime le 27 octobre, à la venue de Jean-Marie Benoist. Le public avait eu bien du mérite à venir malgré grèves des transports et super-embouteillages. Ancien candidat giscardien opposé à Georges Marchais aux législatives de 1978, c'est comme «*nouveau philosophe*», monarchiste en même temps qu'homme politique engagé dans le camp libéral que J-M Benoist s'est présenté à nous. L'amitié n'empêchant pas la controverse, la discussion fut donc animée et nous sommes obligés d'avouer qu'aucune concession ne fut faite.

Conférence, puis débat avec la salle, rien que de très classique pour ce genre de réunion. Mais les Mercredis de la Nar, ce sont également les discussions qui se poursuivent de manière très informelle, moment idéal, pour ceux qui ne nous connaissent encore que de loin, pour prendre contact avec nous, pour rencontrer et discuter avec des royalistes.

Après Paul et Pierrette Girault de Coursac qui nous auront présenté leur «*Enquête sur le procès du roi Louis XVI*», contribution au rétablissement de la vérité sur le Roi Martyr, Gérard Leclerc animera le 10 novembre un débat sur le thème «*Culture et Impérialisme*». Nos lecteurs savent qu'un tel débat a déjà été amorcé dans les colonnes de «*Royaliste*». Il se prolongera le 17 novembre puisque nous recevrons Paul-Marie Couteaux, animateur du Centre d'Etudes du Mouvement des Démocrates, qui nous parlera de la francophonie.

Le mercredi 24 novembre, Marco Markovic nous fera bénéficier de quelques aspects de sa grande culture en s'interrogeant sur le cas Jeanne d'Arc. Le roi de France a-t-il trahi l'héroïne nationale ? La position de l'Eglise à l'égard de la sainte n'est-elle pas, encore aujourd'hui, imprégnée de réserves inattendues ? La société moderne et Jeanne d'Arc... Autant d'aspect qui rappelleront aux anciens de la NAR bien des discours et des articles... Il y a bien des problèmes politiques que l'on peut aborder sur ce thème.

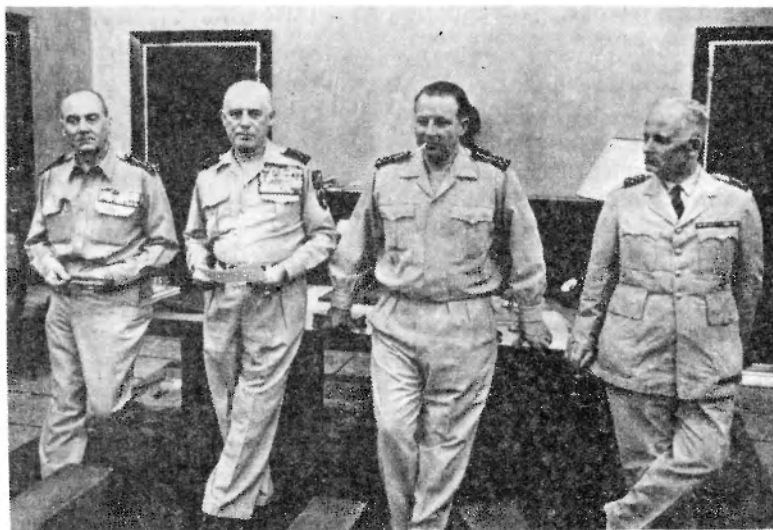
Le programme ultérieur n'est pas encore complètement arrêté, mais on murmure, dans des milieux généralement bien informés, le nom d'André Frossard...

En attendant, mercredi prochain, à vos postes !

Sylvie FERNOY

On le saura désormais : les députés socialistes ne sont pas des «*godillots*». Ils ont leur fierté, la conviction de défendre les droits de l'Assemblée et les moyens de s'opposer au Président de la République. Non mais !

l'esprit de vengeance



■ De gauche à droite : les généraux Jcuhaud, Salan, Challe et Zeller

Seulement voilà : en votant un amendement qui atténue la portée de la loi Courrière sur les dernières séquelles de la guerre d'Algérie, les élus socialistes ont entamé une mauvaise querelle, qu'ils ont placée sur un mauvais terrain.

De quoi s'agit-il ? A la suite de la promesse faite par le Président de la République, M. Raymond Courrière a déposé un projet de loi tendant à effacer totalement les conséquences des événements d'Algérie, déjà couverts par plusieurs lois d'amnistie. C'est là un souci tout à fait louable, qui s'inscrit dans une politique de réconciliation nationale bien nécessaire.

Un tel projet aurait dû être voté sans aucune difficulté. Pourtant, appuyés par le Président de la Ligue des droits de l'homme (qui ne semble pas ranger parmi ceux-ci le droit au pardon) les députés socialistes ont estimé que les officiers généraux ayant participé au putsch de 1961 puis à l'OAS ne devaient pas bénéficier des dispositions de la loi. Le projet présenté prévoit en effet que les militaires en cause seront réintégrés dans le cadre de réserve de l'armée et que leur carrière sera intégralement révisée, ce qui signifie

qu'ils pourront toucher la totalité de leur pension. En présentant son amendement, Pierre Joxe a donc agi avec une incroyable mesquinerie et les députés qui l'ont suivi ont démontré, une fois encore, le sectarisme d'un parti qui, depuis dix-huit mois, pêche chaque jour par manque de grandeur et qui paiera un jour ou l'autre son étroitesse d'esprit. Quant aux députés qui ont refusé de voter comme leur groupe, ils ont été sèchement rappelés à l'ordre par le caporal Joxe, dans une lettre publiée par «*Le Monde*». Aveuglés par leur sectarisme, et fiers d'avoir affirmé leurs droits, les députés socialistes n'ont pas vu qu'ils s'engageaient sur un terrain miné :

— d'une part, la lettre de Joxe, qui demande aux députés fidèles au projet Courrière de rectifier leur vote au nom des statuts du Parti, est en contradiction avec la tradition parlementaire et avec la Constitution. Son article 27 ne stipule-t-il pas en effet que «*tout mandat impératif est nul*» et que «*le droit de vote des membres du Parlement est personnel*» ? Le RPR s'est empressé de souligner l'inconstitutionnalité de la pratique socialiste, qui tend à confon-

dre l'Assemblée nationale et la rue de Solferino.

— D'autre part, en s'opposant au Président de la République sur une telle loi, les députés mettent en cause un aspect essentiel de la politique présidentielle et, par delà, le droit de grâce et de pardon par lequel les rois de France et les véritables chefs d'Etat ont toujours effacé les divisions entre Français et jusqu'aux injures qui leur avaient été adressées. On ne pouvait donc choisir plus mauvaise occasion pour affirmer les droits du Parlement.

Ainsi censuré dans un aspect essentiel de la fonction, le Président de la République ne pouvait manquer de réagir fermement en rappelant, selon «*Le Nouvel Observateur*», qu'«*après la Fronde, le roi de France a bien pardonné aux grands du royaume qui l'avaient combattu*». Sans doute, et malgré une réunion à Matignon entre M. Mauroy et les responsables socialistes, Pierre Joxe est-il resté sur ses positions. Mais l'Exécutif dispose de plusieurs moyens pour faire passer son projet : soit le retournement des socialistes revenant à une plus juste appréciation des choses ; soit la fameuse procédure de l'article 49 alinéa 3 (engagement de la responsabilité du gouvernement sur le texte, et adoption de celui-ci sans vote en l'absence de motion de censure) ; soit enfin le vote en urgence (une seule délibération par Assemblée, adoption par le Sénat du premier texte, réunion de la commission mixte paritaire qui écarte l'amendement en litige, vote par l'Assemblée nationale du projet initial).

Quel que soit le moyen employé, il ne fait aucun doute que le groupe socialiste cèdera, face aux exigences de la justice et conformément à l'esprit des institutions. Tant pis pour lui : quand on essaie de modifier l'équilibre interne des pouvoirs, on ne s'en prend pas à une prérogative essentielle du Chef de l'Etat, ni à une promesse qu'il a publiquement faite. Mais il est probable que le groupe socialiste n'avait pas une telle ambition. Il a simplement laissé éclater, à l'encontre d'hommes qui sont déjà hors de notre temps, des passions basses et fait passer l'esprit de vengeance avant celui de justice. Quand donc les partis politiques français n'auront-ils plus besoin, pour avoir le sentiment d'exister pleinement, de toujours recommencer nos guerres civiles ?

B. LA RICHARDAIS

la bataille de michel jobert

Les mesures que vient de prendre la France en matière de commerce extérieur sont un dernier avertissement, destiné aussi bien au Japon qu'à l'Europe.

Michel Jobert a eu raison de dire la vérité aux Français sur l'état de leur commerce extérieur. A force de formule percutantes («résultats très mauvais, exécrables») il aura fini par infléchir la politique gouvernementale. Les conséquences à court terme du déficit sont en effet dramatiques : vraisemblablement plus de 100 milliards de francs à la fin de l'année. Certes, ce chiffre doit être comparé à ceux de la période récente : le déficit de la balance commerciale est d'abord un mal chronique, puisque depuis 1973, le solde n'aura été positif que deux fois dont en 1975 au prix d'une politique de récession. De plus les résultats de 1980 et 1981 n'étaient déjà guère encourageants (respectivement - 57 et - 51 milliards de francs). En revanche, la tendance à la baisse des prix pétroliers ne permet plus d'invoquer l'alourdissement de la facture énergétique ce qui rend le chiffre de 1982 particulièrement éclairant sur les causes internationales du recul de nos échanges et sur l'état de notre appareil de production.

L'analyse des résultats des 9 premiers mois en 1982 fait apparaître des résultats attendus et d'autres qui l'étaient beaucoup moins, malgré les avertissements du ministre du Commerce extérieur. Parmi les évidences, le fait que notre déficit des échanges avec les pays de l'OPEP reste le «noyau dur» du solde négatif global. Encore a-t-il été réduit, mais plus par la baisse de nos importations que par une politique d'exportations.

De même l'accroissement du déficit avec les pays de la CEE, dont la RFA assure à elle seule plus de la moitié, n'est pas une grande surprise. Le ministre de l'Economie allemand, le comte Laubsdorf, ne se fait pas faute de revendiquer ce bon résultat en incriminant au passage la politique de relance interne lancée par le gouvernement Mauroy en 1981. Ceux qui depuis plus de dix ans s'inquiètent d'une construction européenne reposant sur des économies concurrentielles et non complémentaires trouveront là un argument dont ils se seraient bien passés.

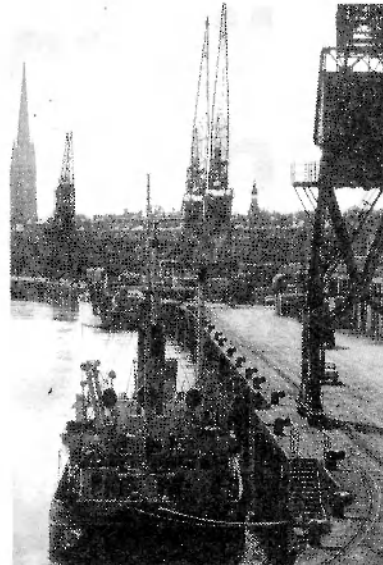
Par contre les soldes commerciaux très négatifs avec le Japon et les pays socialistes feront réfléchir et - espérons-le - d'abord ceux qui contestent tout effort de pro-

tection du marché et de rééquilibrage des échanges. Dans le premier cas, la politique conquérante menée par nos entreprises, qui se traduit cette année par un accroissement du volume des exportations de 35%, n'empêche pas le déficit d'augmenter de près de 30%, faisant apparaître toute l'ampleur de l'invasion japonaise des marchés européens et notre impuissance actuelle devant les protections de son marché intérieur élevées par Tokyo. Dans le second, le déséquilibre, qui résulte essentiellement d'accords bilatéraux défavorables, est d'autant plus inacceptable que les pays marxistes ont amplement démontré que liberté des échanges commerciaux n'a jamais signifié pour eux liberté des hommes.

Enfin ce panorama du déficit serait incomplet si on oubliait le rôle extrêmement néfaste joué par les mouvements erratiques du dollar et des taux d'intérêts américains qui ont paralysé l'activité commerciale française en recherche de débouchés aux Etats-Unis, au moins autant que les fameux obstacles non tarifaires dressés par Washington.

LES CAUSES INTERNES

La dénonciation de ces graves anomalies du commerce international ne doit cependant pas faire perdre de vue les causes internes du déséquilibre, au moins aussi sérieuses, et qui doivent appeler quelques autocritiques. Nous avons eu l'occasion d'exprimer dans ces colonnes notre doute quant aux effets de deux dévaluations timorées, faites «le dos au mur», par une gauche très complexée dans le domaine de la politique monétaire. A notre sens, une dévaluation de plus grande ampleur conjuguée à l'actuelle politique de rigueur aurait rétabli notre compétitivité sur le marché extérieur tout en régulant les importations. Au lieu de cela, les ajustements monétaires pratiqués ne se sont traduits que par des rétablissements de marges des entreprises travaillant à l'exportation, sans effet sur leurs prix, et la surconsommation qu'a entraînée la politique de relance tentée en 1981 et durant les 6 premiers mois de 1982 a entraîné une nouvelle désaffection vis-à-vis de notre appareil industriel en crise, au profit des produits importés. Notre solde négatif industriel (hors



contrats militaires ou gros contrats internationaux qui sont eux même en baisse) en 1982 est là pour le démontrer.

C'est pourquoi il est heureux que Michel Jobert ait eu gain de cause, même s'il pense que sa stratégie sera d'autant plus difficile à appliquer qu'elle a été acceptée tardivement. Au plan international les moyens choisis sont efficaces puisque offensifs. Il s'agit d'une part de réduire les anomalies les plus criantes exposées plus haut, c'est-à-dire d'obtenir l'ouverture du marché japonais par une pression sur les importations (le renforcement du contrôle douanier sur l'électronique nipponne à Poitiers) de rééquilibrer nos échanges avec l'URSS (d'où la limitation des importations pétrolières soviétiques et la menace de dénonciation du contrat gazier), mais aussi établir la transparence sur l'origine des importations qui est loin d'être réalisée même à l'intérieur de la CEE. Au plan français la politique d'incitation à l'exportation par l'aide à l'investissement ou l'exonération de certaines taxes est dans la ligne de celles suivies par l'ensemble des pays industrialisés.

AVERTISSEMENT SANS FRAIS

L'effet psychologique de telles mesures n'est pas à négliger. Il est clair qu'elles visent à mettre en évidence la carence des institutions communautaires et le jeu de certains européens qui se satisfont trop bien de la situation actuelle, de ras-le-bol français face aux décisions «vagues et mièvres» (1) du conseil des ministres de Luxem-

défense =

La tentative de résolution du problème irlandais semble se solder par un échec, au regard du résultat des élections qui ont eu lieu le 22 octobre.

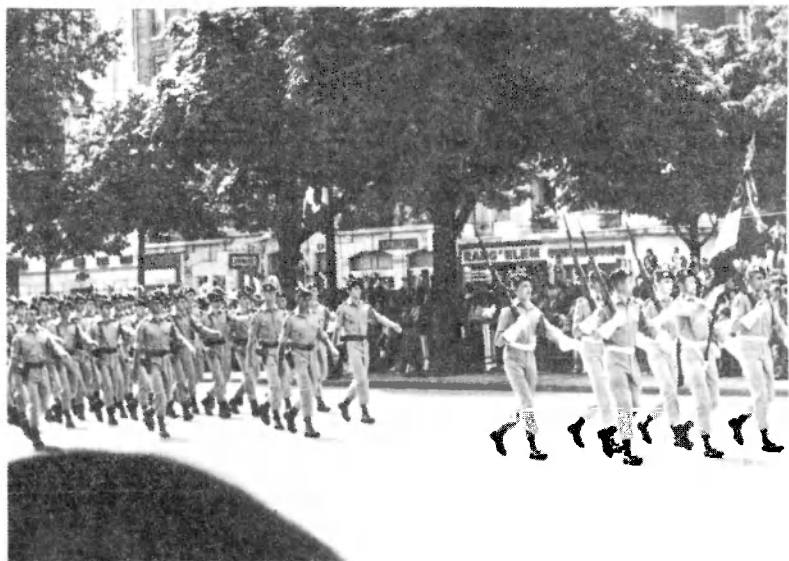
Une appréciation récente de Charles Hernu reflète toute la philosophie du budget militaire adopté pour 1983 : «Celui qui me dit qu'il préfère une division de soldats de plus à un sous-marin lance-missiles se trompe d'époque». Un jugement de bon sens, d'autant que les socialistes n'ont pas toujours, par le passé, partagé cet avis. L'opposition regimbe devant l'augmentation de ce budget, qu'elle juge insuffisante et portant atteinte à la défense de ce pays. C'est entamer là un faux procès : si les 133,295 milliards attribués aux armées ne font que suivre l'inflation, soit une progression de 8,48%, la somme mérite l'examen selon les parts respectives accordées au nucléaire et aux forces classiques. Ainsi, la Force océanique stratégique, pilier de la dissuasion, voit ses crédits augmenter de 23,9% pour les autorisations de programme et de 26,24% pour les crédits de paiement, alors que leur progression pour l'armée de terre n'atteint que 7,91% et 7,70%. Le gouvernement, en privilégiant le nucléaire au détriment des forces classiques, marque un choix politique clair,

bourg et la condamnation du rapport européen devant le GATT (jugé par M. Jobert «anéémique et irréaliste») n'ont provoqué jusqu'à présent qu'une levée de boucliers contre un retour du protectionisme en France. Il y a pourtant tort à parier que les gouvernements de la CEE ont parfaitement compris que l'objectif français est une ultime tentative de démantèlement des obstacles commerciaux internationaux comme le prévoyait le «Tokyo Round». Accepter une mise en ordre au prix de certains avantages immédiats, c'est le défi que le ministre du Commerce Extérieur vient de leur lancer sous la forme d'un dernier avertissement sans frais. Faute de quoi le concept de communauté d'intérêt serait devenu vide de sens.

O.M.

(1) C'est l'appréciation du commentateur du «Monde», 27 octobre dernier.

certitudes et ambiguïtés



■ L'Assemblée des poitrines : une conception dépassée

qui froisse déjà la gent militaire, plus soucieuse de ses prébendes que de cohérence stratégique.

La construction d'un septième sous-marin nucléaire lance-engins permettra de maintenir constamment en mer trois S.N.L.E. L'«Inflexible» se verra doté du 16 missiles M4 à 6 têtes thermonucléaires d'une portée de 4.000 km. Les coupes sombres qui affectent l'armée de terre soulignent l'intention de ne plus considérer comme prioritaire cette arme : dans les années à venir, 40.000 postes seront supprimés, 10% des effectifs. En revanche, les F.A.R. (forces d'assistance rapide, navales et aériennes) seront renforcées. L'intervention française à Beyrouth n'est pas pour rien dans cette mesure. On se souvient de l'opération sur Kolwezi, où Giscard dut emprunter les avions-cargos porteurs américains. La gendarmerie profite aussi des générosités gouvernementales; son budget augmente de 14,5%, 1.000 cadres supplémentaires enrichiront ses rangs et 3.000 appelés deviendront gendarmes auxiliaires. D'autre part, le Premier ministre, au grand dam du Parlement, a purement et simplement supprimé les 17 milliards d'autorisations de programme qui avaient été gelés l'an dernier et qui devaient être

employés en matériel classique (hélicoptères de combat, véhicules de l'avant blindés, chars, jeeps, camions, etc.)

CERTAINES AMBIGUITÉS

Si la dissuasion nucléaire est confirmée dans son rôle fondamental, il n'empêche que certaines ambiguïtés transparaissent, apparemment inoffensives pour le moment, mais périlleuses si la doctrine militaire basculait en leur faveur. L'équivoque se concentre dans ce nucléaire tactique, dont on cerne difficilement la fonction et l'utilité. Le ministre de la Défense ne rompt pas, sur ce point, avec ses prédécesseurs : le programme de missiles air-sol à moyenne portée équipant les mirages 2000 nucléaires sera poursuivi et le nouveau missile Hadès (350 km de portée) remplacera dès 1991 le Pluton. Plus grave encore est l'information de l'«International Herald Tribune», qui prétend que la France serait en train de construire la bombe à neutrons. Le démenti de l'Elysée ne dissipe pas les inquiétudes. L'argumentation suivie par François Mitterrand, selon laquelle nous devons nous donner dans les plus brefs délais les moyens de cons-

truire la bombe N, conduit à l'irréversible : l'insertion au bout du compte de la bombe à neutrons dans la panoplie nucléaire. Rares sont les armes conçues qui n'ont pas été finalement adoptées. Si tel était le cas, un coup sévère serait porté contre la stratégie de la dissuasion qui n'autorise aucun doute sur notre volonté de frappe immédiate et massive. Quant à la réduction du service militaire, le ministre de la Défense a magnifiquement biaisé en annonçant son échelonnement de 6 à 18 mois, sans donner plus de précision.

Le 40ème sommet franco-allemand de Bonn est venu nourrir ces craintes. Certes, le jeu de la France institué par de Gaulle reste inchangé, mais des potentialités d'atlantisme rampant pourraient menacer l'avenir. N'est-ce pas le cas de cette commission permanente de Défense qui siègera tous les 3 mois pour ouvrir le dialogue sur une défense commune ? La RFA menacée d'un retrait américain, ne verrait pas d'un mauvais œil sa sécurité assurée par un parapluie nucléaire français élargi. Les nouvelles armes nucléaires tactiques l'encouragent en ce sens et augurent une dangereuse confusion des genres. François Mitterrand a cependant précisé que la France n'engageait aucun transfert de technologie vers la RFA, et que ce pays ne finançait pas notre force de frappe. Ce sommet reste malgré tout exceptionnel : pour la première fois, les ministres de la Défense et des Affaires étrangères des deux pays ont examiné les problèmes de sécurité et de défense.

Mais nécessité est de reconnaître que la défense de l'Europe, ses relations avec les Etats-Unis, posent problème. François Mitterrand avait soutenu, lors de sa campagne électorale, que l'Alliance atlantique perdait de sa crédibilité, que ce traité vieux de 30 ans ne correspondait plus dans sa forme présente aux exigences de notre temps. Jacques Chirac, à sa manière, aborde la question en prônant une «défense européenne» dont le contenu reste à définir. Marie-France Garaud relève le défi, en créant un institut chargé des études stratégiques et des relations internationales. Les prochaines années obligeront le pouvoir socialiste à dépasser ses ambiguïtés pour confirmer ses actuelles certitudes ou en soutenir de nouvelles, dont nous voyons en filigrane la virtualité.

Emmanuel MOUSSET

CHEMINS DU MONDE

“erin go bragh!”

Les socialistes se veulent gaulliens sur les questions militaires. Mais la tentation atlantiste n'a pas totalement disparu.

Ces élections ont en effet permis au Sinn Féin, branche politique de l'IRA provisoire, de remporter un succès incontestable avec 13% des voix, au détriment du parti catholique modéré, le SDLP. Cependant tous deux ont décidé de boycotter le Parlement élu. Ainsi le plan du secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, James Prior, prévoyait la réouverture de l'Assemblée régionale, le Stormont, et la dévolution progressive des pouvoirs à ce parlement alors que la région était administrée directement par Londres depuis de nombreuses années. La situation reste donc toujours bloquée et le statu quo risque de prévaloir, favorisant à long terme une solution radicale.

Madame Thatcher, forte de ses succès, politique au Zimbabwe et militaire aux Malouines, pourrait, si elle le voulait, mettre fin à ce long et douloureux conflit. Mais la solution est aussi entre les mains des dirigeants de la République d'Irlande qui doit offrir des garanties aux protestants dans le cadre d'une unité irlandaise. C'est en effet la meilleure solution de ce problème parce qu'il faut répéter que l'Irlande du Nord est une création artificielle des Anglais pour préserver les intérêts d'une minorité devenue ainsi majoritaire. Les fameuses garanties pourraient consister en une nouvelle constitution de l'Eire prévoyant l'établissement d'un Etat irlandais laïc mais assurant la représentation des protestants au sein d'une future assemblée unitaire.

L'échec du plan Prior doit favoriser l'émergence et l'application d'idées audacieuses à l'issue de négociations multipartites.

Philippe LABARRIERE

avez vous souscrit au livre de Bertrand Renouvin ?

page 2

ENTRETIEN

De nombreux chercheurs travaillent aujourd'hui dans la perspective ouverte par René Girard, et des livres commencent à paraître, qui manifestent la richesse de l'hypothèse avancée par l'auteur du «Bouc émissaire» (voir «Royaliste» 362).

Ainsi Jean-Michel Oughourlian qui vient de publier «Un mime nommé désir» et qui avait, il y a quelques années, participé à l'élaboration des «Choses cachées depuis la fondation du monde». Le docteur Oughourlian qui pratique la psychiatrie depuis vingt ans, a bien voulu expliquer aux lecteurs de «Royaliste», les principaux éléments d'une réflexion particulièrement novatrice.

BIOGRAPHIE

Jean-Michel Oughourlian est neuropsychiatre et psychologue. Docteur en médecine, docteur en psychologie, docteur ès lettres et sciences humaines, il enseigne la psychopathologie à l'université de Paris V. Ancien chef de clinique à la faculté de médecine de Paris, il continue sa pratique psychiatrique, notamment au centre hospitalier de Sainte-Anne. Jean-Michel Oughourlian est également professeur de psychopolitique à l'université de Sud-Californie.

Le dernier ouvrage de Jean-Michel Oughourlian «Un mime nommé désir» est paru chez Grasset et est disponible à notre service librairie pour 85 F franc.



● **Royaliste :** Avec «Un Mime nommé désir», vous essayez de repenser toute la psychologie à partir de la Mimésis. Pouvez-vous nous expliquer comment ?

● **Jean-Michel Oughourlian :** Pour moi, le problème central est celui du mouvement. Il m'est apparu qu'on ne pouvait pas plus éluder ce problème en psychologie qu'on n'a pu le faire en physique. Il faut en effet se demander comment les êtres humains «tiennent» ensemble, comment ils apprennent les uns par les autres et les uns des autres, comment se fait le transfert d'information d'une entité psychologique à l'autre. De préférence à «individu», j'appelle holon cette entité, et je considère que chaque holon est une «plate-forme d'échanges» : il est bien certain qu'au moment où je vous parle, je suis différent de ce que je peux être si je parle à quelqu'un d'autre, en une circonstance différente.

Je me suis donc demandé comment ce mouvement psychologique se déclenchait, poursuivait, et comment il se réfractait par la rencontre de holons successifs. C'est l'hypothèse mimétique de René Girard qui m'a donné la réponse. En effet, la mimésis n'est pas seulement copiage (ce qui signifie une perte d'information entre le modèle et la copie) mais échange permanent et fructueux. La mimésis n'est pas un mouvement d'homogénéisation (comme celui des moutons de Panurge) mais, comme l'a découvert Girard, un processus conflictuel. Par conséquent, dans ma

perspective, je crois que la transmission de l'information se fait selon les trois dimensions de la mimésis : dans l'espace par l'imitation, dans le temps par la répétition, dans l'espèce par la reproduction. C'est ce que j'appelle la **mimésis universelle**, qui me semble gouverner l'ensemble des sciences humaines, non de façon absolue, mais en rendant compte des phénomènes que nous observons.

● **Royaliste :** Votre livre est une traversée de tous les avatars du désir mimétique : envoûtement, hypnose, sorcellerie, hystérie... Comment avez-vous réussi à agencer ces différentes modalités de l'être humain ?

J.-M. O. : J'ai voulu montrer comment cette mimésis, qui tient les holons ensemble, permet d'expliquer le rapport entre le moi et l'autre. Ce rapport, je l'ai fait apparaître en analysant des phénomènes qui permettent de discerner, à travers une sorte d'éclaircie, la réalité mimétique. Le premier phénomène est celui de l'**apprentissage**, qui se fait par imitation. Ainsi dans le langage : le processus mimétique est antérieur au langage et c'est par lui que le langage advient : il n'est donc pas question d'enfermer la mimésis dans le langage. J'observe ensuite que ce rapport entre le moi et l'autre a toujours été vu comme un rapport de soumission ou d'influence. Par exemple, il y a imitation entre le maître et l'élève quand le premier apprend à pêcher la truite au second. Mais ima-

avec jean-michel oughourlian

ginons un homme caché qui observe un pêcheur de truites pour savoir comment il fait : le rapport sera différent dans la mesure où un savoir est volé, approprié par un autre à l'insu du pêcheur. Le mécanisme d'imitation est le même, mais le rapport est différent.

C'est ainsi que nous arrivons peu à peu à une lecture mimétique de la magie imitative qui a toujours cherché, dans toutes les cultures, à repérer les situations où la forme se transmet à tout ce qu'elle touche. On s'aperçoit que lorsqu'on imite X on s'approprie une espèce de forme en mouvement qui est son geste, et ce geste vous donne un certain pouvoir. On en arrive à l'idée que l'élève a été influencé ou modelé par le maître, avec son assentiment ou à son insu. Puis la mentalité magique en vient à penser que le fait d'appliquer sur le ventre d'une femme enceinte les dents d'un peigne, par exemple, va transmettre la forme à l'enfant qui va naître. Ainsi, on constate que, dans toutes les cultures, il y a eu des **représentations** : c'est-à-dire qu'on a cherché à utiliser ce mécanisme mimétique, à le détourner de son usage de pur apprentissage et à l'utiliser pour en extraire un vecteur de pouvoir, d'influence : lorsque A imite B, il apprend en reproduisant les gestes de B ; donc, si on représente à l'avance une scène ou un geste de B faisant telle chose, elle va lui arriver. En d'autres termes, il n'y a pas de raison qu'on ne puisse inverser dans le temps l'ordre des choses. Et c'est ainsi qu'est née l'idée de sorcellerie ou de magie imitative : si on veut faire du mal à untel, on prend une figurine de cire et on la transperce en imaginant que le modèle va souffrir. Par là, on arrive au phénomène de l'**envoûtement**, qui est la mise en accusation d'un holon, chargé a posteriori de tous les malheurs qui arrivent à un «ensorcelé». Dans l'envoûtement, tous les mécanismes sont mimétiques.

Cependant, à mesure que l'histoire avance, il devient de plus en plus difficile d'accréditer l'idée d'un autre particulier, réel, connu, qui serait responsable du mal. Et c'est ainsi que, la culture aidant, l'autre, dans la société judéo-chrétienne du Moyen Âge, va se trouver remplacé par un grand Autre, virtuel, absent et général qui est le



diable, et au crédit duquel tous les malheurs des hommes vont être portés. Puis, après plusieurs siècles, le diable va perdre son crédit : les gens n'y croient plus. Le rapport mimétique de rivalité risque de se trouver à nu, exposé aux yeux de tous. Cependant, les phénomènes qui étaient ceux de la possession diabolique se poursuivent, mais hors de leur dimension, de leur relecture diabolique : il reste simplement la névrose hystérique, qui a occupé la psychiatrie pendant des siècles.

iel
an

an-Michel
ghourlian

mime
é désir

Essai



● **Royaliste** : Il y a plusieurs théories de l'hystérie ...

J.-M. O. : Oui, mais il faut remarquer que toutes ces théories font intervenir l'altérité. Dans l'Antiquité, on prétend que c'est un autre, l'utérus qui est dans la femme, qui s'agite, s'excite et provoque toutes sortes de troubles. Puis on a parlé d'autres organes. Les hystériques se sont mis à représenter physiquement cette altérité en isolant du reste de leur corps un organe, un membre, qui devient responsable ou victime de

leur mal. Enfin, on arrive au moment où tout le monde se dit que c'est psychique, et l'on se trouve alors au bord de la révélation du rapport interindividuel dans l'hystérie. C'est à ce moment là que Freud déclare résoudre le problème : la psychanalyse va intégrer l'altérité au psychisme, en isolant une partie de ce psychisme ; et quand cette partie sera altérisée, l'autre sera définitivement enfermée dans le «sujet», et sera l'élément moteur de ce «sujet». Ainsi, c'est le désir qui va agir dans le sujet, et déterminer sa pathologie : ce sera lui le responsable, mais, à la fois, ce désir sera celui du sujet. C'est là une entreprise extrêmement astucieuse parce qu'elle consiste à la fois à enfermer l'altérité dans un «sujet» - et donc à lui enlever la responsabilité de ses actes pathologiques - mais en même temps à lui conserver la propriété et l'antériorité de son désir par rapport à celui de l'autre.

L'entreprise freudienne a immédiatement séduit la culture. L'autre s'est trouvé enfermé dans le psychisme, exilé à l'intérieur de l'appareil psychique - comme l'Autre Démoniaque avait été exilé à l'extérieur de ce même appareil - sous forme d'inconscient. Et l'inconscient a suivi la même évolution que le Diable, il s'est fractionné en un certain nombre d'instances (ça, surmoi) tout comme le Démon s'était fractionné en différentes figures du panthéon démoniaque. De même, comme les instances diaboliques, les instances psychanalytiques se sont livrées entre elles à toutes sortes de combats dont le «sujet» continuait à faire les frais.

● **Royaliste** : Freud a rabattu l'autre sur l'inconscient, et l'autre c'est la sexualité. Pour vous au contraire, il semble que c'est la sexualité qui est l'autre...

J.-M. O. : Il y a entre la sexualité et l'altérité des rapports métaphoriques ou métonymiques qui sont vieux comme le monde. Dès l'Antiquité, on pense que l'hystérie est due à un organe qui prend son indépendance : cet organe est l'utérus (d'où «hystérie»), l'organe sexuel par excellence chez la femme. De même pour le sexe masculin, on s'aperçoit dès l'aube de l'humanité qu'il fonctionne sans tout à fait obéir à la volonté, mais toujours en rapport avec l'autre. Par conséquent, il y a confusion entre la sexualité et l'altérité. Il n'est pas étonnant que la sexualité soit expulsée au moment où l'altérité est reportée sur le Diable, puis exilée à l'intérieur de l'appareil psychique avec Freud. Et il y a toujours eu cette confusion, c'est peut-être parce que, de toutes les fonctions biologiques, la sexualité est celle qui est le plus en charge de communication.

● **Royaliste** : Vous critiquez Freud. Mais n'êtes-vous pas proche de Jacques Lacan qui, dans son séminaire sur les psychoses, fait des analyses proches des vôtres ?

J.-M. O. : En effet, Lacan met parfois le doigt sur la réalité du moi comme produit par l'autre. Mais la réalité mimétique du désir lui échappe. Tout en voyant le moi comme un autre, tout en voyant la réalité des rapports spéculaires au niveau de l'imaginaire, il ne parvient pas à formuler une théorie cohérente et globale. C'est pourquoi il élabore à son tour une série d'instances, certes intéressantes, mais qui, sur le plan thérapeutique, se terminent dans des jeux de mots.

● **Royaliste** : Dans votre analyse de l'hypnose, on voit que, si vous contestez Freud, c'est par opposition au dualisme ...

J.-M. O. : Je profite de votre question pour souligner que je n'attaque personne, et encore moins les psychanalystes qui font un métier très difficile puisque l'analyste et l'analysé sont pris dans la même culture et que tout ce qui arrive à l'un arrive à l'autre. J'ai donc le plus grand respect pour la pratique psychanalytique. En revanche, je pense que la recherche théorique doit tenter de dépasser les apories de l'anthropologie freudienne. La première de ces apories est le dualisme platonicien, cartésien et freudien. La seconde est la psychologie de la conscience, qui prétend qu'en dehors de la conscience claire il n'y a aucune réalité psychologique - ce que l'expérience dément. La troisième est la psychologie du sujet : on ne peut pas susciter de mouvement psychologique sans dialectique, et si l'on enferme l'autre dans le sujet on est condamné à faire une psychologie de la conscience et à créer une dialectique entre le conscient et l'inconscient. Cette façon de voir le mouvement débouche fatalement sur un enracinement du psychologique dans le biologique et c'est ce qu'on appelle la libido. C'est ce que je refuse en montrant qu'il faut trouver le mécanisme du mouvement psychologique uniquement dans des processus psychologiques.

Ces réserves faites, j'ai questionné l'hypnose - qui a fait découvrir à Freud l'inconscient - en essayant de voir si la théorie mimétique ne l'éclaire pas de façon plus satisfaisante que la théorie de l'inconscient.

● **Royaliste** : Vous faites intervenir la mémoire ...

J.-M. O. : Je crois en effet que la théorie freudienne fait une confusion entre la mémoire et l'inconscient. L'in-su n'est pas néces-

sairement l'inconscient. Ce qui n'est pas présent en ce moment à ma mémoire n'est pas nécessairement de l'inconscient. Et l'indicible n'est pas non plus de l'inconscient. C'est ce que démontre l'hypnose comme je l'explique dans mon livre.

● **Royaliste** : Pour vous l'inconscient freudien est encore imprégné de conscience ?

J.-M. O. : Non seulement il est imprégné de conscience, mais aussi de mythologie. Cela parce que l'inconscient freudien est quelque chose qui s'interprète. C'est-à-dire qu'il varie selon l'interprétation de l'analyste et éventuellement de l'analysé. Et si les analyses sont interminables, c'est justement parce que les interprétations sont infinies... La méconnaissance du mécanisme mimétique est beaucoup plus difficile à réduire que celle de l'inconscient. Mais il a pour mérite scientifique d'être une réalité, c'est-à-dire que le mimétisme est toujours le même pour tout le monde.

Pourquoi méconnaissance ? Le désir mimétique méconnaît qu'il est copié sur celui de l'autre, et le moi méconnaît qu'il est produit par le désir ; par conséquent le moi affirme qu'il est propriétaire de son désir, et que son désir est antérieur à celui de l'autre. Telle est la révélation mimétique, dans sa réalité scientifique. Tout le monde la méconnaît, mais c'est toujours la même chose qui est méconnue. Par conséquent, cette réalité toujours la même et toujours méconnue a la possibilité d'être scientifique dans la mesure où elle est partout identique à elle-même et ne souffre aucune interprétation.

● **Royaliste** : Interpréter, c'est moins se saisir d'un bout de phrase que de repérer les failles au sein du discours ...

J.-M. O. : Repérer ces failles risque d'être une entreprise en soi : peu à peu, on finit par ne plus faire autre chose que ce repérage des trous, des béances. Je dis au contraire que pour aider les gens il faut peu à peu les initier et leur apprendre à découvrir des réalités qui sont toujours les mêmes. Il faut d'ailleurs remarquer que toujours et partout (dans les cultes africains de possession, dans le chamanisme, dans l'hypnose) on ne cherche jamais qu'à réparer ce processus des relations inter-individuelles et à apaiser les conflits mimétiques entre les personnes. Je dis que la sagesse, qui est toujours la santé, a été d'aller dans ce sens-là tout au long de l'histoire. Et l'objet de ma recherche n'est au fond rien d'autre que de retrouver, dans un vocabulaire occidental, une sagesse éternelle.

Propos recueillis
par Julien BETBEZE

J'avais abordé avec quelque méfiance le «En passant par la France» de Simone et Jean Lacouture. J'avais tort.

en passant par la France

J'avais en mémoire le mani-chéisme sommaire de Lacouture en matière de décolonisation et ses prises de position inconditionnellement pro-vietnams et pro-khmers rouges, qu'une autocritique vigoureuse mais tardive dans «Survive le peuple cambodgien» n'avait pas suffi à faire oublier. Pour tout dire j'avais peur que ce regard sur la France soit partial et sectaire. Eh bien non !

LE TOUR DE FRANCE DE DEUX INTELLECTUELS

Le couple Lacouture délaissant pour quelques semaines l'intelligentsia parisienne a entrepris un véritable tour de la France profonde, exception faite pour des raisons de temps de quelques départements - dont, hélas, la Corse. Et sans cacher leur sensibilité de gauche nuance feu Mendès-France, ils ont su se mettre à l'écoute de personnages aussi divers que Mgr Matagrin et Pierre Chaunu «à la voix vibrante qui se casse dans l'invective, reste belle, l'interpellation haletante, l'ironie cinglante», de jeunes cadres comme de militants cégétistes, des maires socialistes de Grenoble et de Rennes comme des membres de la municipalité conservatrice de Lyon. Sans oublier un nombre assez important d'agriculteurs, les gueules noires des aciéries lorraines ou les immigrés de Fos.

Tenter de résumer cet ouvrage si dense serait une gageure. On peut cependant dégager quelques axes de lecture qui aideront à la compréhension du livre. D'abord il est frappant de constater à quel point le 10 mai a laissé relativement placides les Français. Quelques cris de joie chez des militants socialistes, quelques prophéties sinistres chez des droitiers impénitents et pour le reste des interlocuteurs un scepticisme nuancé selon les cas d'une vague lueur d'espérance ou d'inquiétude.

On est loin des déferlements d'enthousiasme ou de haine du Front populaire. Mais il est évident que le 10 mai on a davantage «sorti» Giscard que l'on n'a élu Mitterrand.

De cette passivité il ne faudrait pourtant pas conclure que le peuple français est un peuple inerte. Il y a certes la masse de ceux qui sont chloroformés par le désor-

mais classique metro-boulot-télé-dodo. Mais elle ne doit pas cacher la multitude de petits dévouements qui œuvrent pour changer peu à peu la vie. Tantôt c'est trois

couples qui lancent et réussissent une communauté dans le minuscule village catalan de Marcevol associant l'élevage de 76 chèvres un cabinet d'architectes et... les Editions du Chiendent, spécialisées dans les problèmes catalans. Ou bien c'est un ex-communiste qui développe un système original de Mutuelles médicales avec des centres intégrés regroupant 120 médecins. Ou encore c'est un jeune religieux lyonnais, Gérard Schuler, qui avec deux de ses confrères, trois religieuses et neuf animateurs accueillent les paumés et drogués afin de leur éviter de retomber dans la marginalité et la délinquance. Il faudrait citer aussi les différents aspects de l'action menée par la municipalité et les associations grenobloises : cela va du biblio-bus au quartier Hoche rénové sans tours ni béton en passant par cette école primaire modèle qui a fait éclater les classes traditionnelles en les remplaçant par des groupes de niveau ce afin de résoudre les problèmes posés par la présence de quelque 40% d'enfants immigrés.

QUELLE DÉCENTRALISATION ?

Cette somme de dévouements et d'initiatives n'attend qu'un catalyseur pour rénover la France. Sera-ce la décentralisation de Defferre ? Chose curieuse, elle rencontre parfois des réticences et des indifférences. Réticences : des élus ont peur de leurs nouvelles responsabilités; ils ne pourront plus s'appuyer sur la décision ou le veto préfectoral pour faire avaler aux électeurs une décision impopulaire. A l'inverse certains citoyens redoutent - pas toujours à tort - la dictature de miniféodalités politiciennes. Indifférence : les Lacouture ont rencontré un maire qui déclare n'avoir jamais ressenti les effets de la tutelle et affirme que la suppression de celle-ci «n'est ni fâcheuse ni utile».

A l'inverse elle a ses partisans enthousiastes qui y voient le moyen d'avoir les mains plus libres pour agir et créer. Mais il est certain qu'elle créera des tensions.

Pierre Chaunu a fort bien vu le problème de la décentralisation en déclarant «que de toutes les opérations de réformes nécessaires à la France, c'est celle qui contredit le plus hardiment les pesanteurs de notre histoire». Il est vrai que l'on pouvait en dire autant de l'Espagne à la fin du franquisme. On sait comment les Espagnols ont résolu le problème. Pourquoi ne pas les imiter ?

Arnaud FABRE

Simone et Jean Lacouture -En passant par la France- Le Seuil. Prix franco : 77 F.

l'observatoire du midi

Un journaliste avait qualifié un précédent «petit livre bleu» du même auteur, «manuel d'instruction civique». Nulle critique ne pouvait mieux s'accorder au dessein, aux intentions inlassablement répétées, de M. Jobert. Elle vaut pour ce livre-ci, qui reprend, et les commente, plusieurs articles parus dans «Le Midi libre» ces années dernières.

D'aucuns bons becs répugnent à ce genre littéraire : des articles réchauffés ne composeraient que des livres de hasard, à l'intérêt improbable, sinon pour l'historien - ou l'archiviste. Il est salubre de se défier de toute forme de complaisance littéraire. Mais à condition de ne point se complaire dans sa défiance. Il y aurait quelque injustice à faire de cette prévention souvent justifiée une loi générale pour la lecture.

Rappeler ce qu'on a dit, qui peut avoir une portée moins étroite que celle de l'occasion passée, et un écho notable; tirer de l'événement une leçon, en fortifier quelques principes pour l'action où l'on s'engage font plutôt, dans ce cas, une manière de livre de raison.

Je ne parlerai pas de ce petit livre à encens mesuré. Il a d'ailleurs de quoi déconcerter les thuriféraires. Se réclamant du double souci «du séculaire et du quotidien», il exige de la démocratie,

afin qu'elle honore son nom et sa vocation, le «droit au fait» pour chacun. Avec une minutie concrète, de nombreuses questions sont évoquées : elles sont diversement politiques, en ceci qu'elles concourent à des degrés divers au service du bien commun.

«Il faut être à la fois modestes et inflexibles : la situation politique, stratégique, économique du pays le commande aujourd'hui, avant de l'exiger peut-être». Maints propos de M. Jobert ont résisté à l'épreuve du temps. Son «programme» tient dans les quatre mots dont l'éditeur a marqué le bandeau de ces «Chroniques» : «sans illusion; sans hésitation». C'était avouer qu'elles tiennent du memento et de l'agenda : de «ce dont on se souvient» pour les choses «devant être faites».

Philippe BARTHELET

Michel Jobert -Chronique du Midi Libre- Hachette-Midi Libre, prix franco : 55 F.

La métaphysique a-t-elle un avenir ? La plupart n'en sont guère persuadés et même opineraient pour la négative. Ne parlons pas de quelques matérialistes attardés ou de positivistes obtus. La grande dégringolade des idéologies n'a pas servi le retour à la métaphysique, si du moins en entend par là l'interrogation sur les réalités au delà de la physique, une interrogation soumise à la patience et à la discipline du concept. Les quelques têtes philosophiques auxquelles la célébrité a fait un sort ces dernières années reprendraient plutôt à la grande tradition grecque les délectations de la sophistique et les amères consolations du scepticisme éventuellement masquées par les pitreries de l'hédonisme. A priori, les chrétiens ne semblent pas préparés à relever le défi. Eux aussi ont subi de plein fouet le contrecoup de la critique radicale qui sanctionnait l'agonie de la philosophie de l'être. Notre cher Clavel lui-même n'avait de cesse de mener à son terme le mouvement de la critique pour régler leur compte à tous les faux dieux modernes et nous éviter le retour éventuel de quelque divine idolâtrie. Donc, la foi pure, la foi seule ? La foi qui consent définitivement au naufrage de la raison ?

Il est pourtant des philosophes de pleine santé pour avoir accepté le défi. Je songe évidemment à Pierre Boutang, à Claude Bruaire et à quelques autres, mais aussi depuis plusieurs années à Jean-Luc Marion. Depuis « Résurrection », la revue des étudiants de Montmartre, en passant par la fondation et l'animation de « Communio » la revue de théologie internationale, jusqu'à ses plus récents travaux, son dernier livre « Dieu sans l'être », ce jeune philosophe s'affirme comme un des penseurs les plus remarquables du temps. Le propre de Marion est d'être tout à fait traditionnel en prenant à son compte les détours de la modernité. Non pas, comme le disait récemment un religieux un peu ronchon pour sacrifier aux modes parisiennes, mais par une rigueur de pensée, une attention d'une précision redoutable à ce qu'ont vraiment dit les modernes. Du coup ceux-ci qui ont rarement joui d'une qualité pareille d'écoute, se trouvent non pas subvertis, retournés mais assez pris au sérieux pour être poussés au terme de leur propre pensée. Ce n'est pas du tout à un jeu que se livre Jean-Luc Marion, jeu qui lui serait facile, vu son extraordinaire alacrité intellectuelle - d'autres se sont servis de leur subtilité dialectique à de toutes autres fins - mais à la gravité de l'enseignement moderne qu'il prend suffisamment au sérieux pour lui accorder beaucoup et même énormément. Rien que pour cela qui n'est pas rien du tout, il risque de voir dressés contre lui la plupart des penseurs chrétiens qui continuent la tâche métaphysique ! Accorder à la modernité la philosophie de l'être, la ranger tout entière du côté de l'idolâtrie, c'est une sacrée histoire... non parce que Marion se rangerait ainsi au nombre innombrable de ceux qui ont ainsi renoncé, mais parce qu'il ne renonce pas aux tâches de la pensée.

Position apparemment contradictoire : pour lui, toute représentation conceptuelle de Dieu risque de sombrer dans l'idolâtrie et malgré cela, il ne renonce pas à une pensée de Dieu ! Comment sortir du cercle qu'il a lui-même tracé, à la suite de Nietzsche et de Heidegger ? Mais Nietzsche lui-même fournit une indication

« dieu sans l'être »



par
Gérard
Leclerc

extrêmement précieuse sur la prétendue mort de Dieu dont il serait l'annonciateur. « *Est-ce qu'avec la morale est aussi devenue impossible l'affirmation panthéiste d'un OUI donné à toutes choses ? Dans le fondement et en fait, seul le Dieu moral a été refusé et dépassé. N'y aurait-il pas du sens à penser un Dieu « par delà le bien et le mal » ?* »

Si on prend Nietzsche au sérieux, il faut prendre l'exacte mesure conceptuelle de son dieu moral dont le statut est celui de l'idole. Si ce dieu moral meurt, c'est qu'il tenait son existence de l'idolâtrie. « *Ainsi, écrit Marion, même à l'intérieur du propos nietzschéen, la « mort de Dieu » ne vaut qu'aussi loin que vise l'idole qui la rend pensable, puisque, au delà de cette götzendämmerung, une autre aurore du divin se lève.* » Pourtant, la difficulté n'est pas levée pour autant si l'on n'est pas capable de penser Dieu en dehors de l'idole. Est-ce même possible ? Saint Grégoire de Nysse semble attester lui-même de l'impossibilité de l'entreprise : « *Tout concept comme il se produit suivant une appréhension de l'imagination dans une conception qui circonscrit et dans une visée qui prétend atteindre la nature divine, modèle seulement une idole de Dieu, sans déclarer aucunement Dieu même.* » Une seule solution paraît possible pour sortir du cercle, celle de la foi. Et c'est bien celle qu'indiquait Martin Heidegger « *La foi n'a pas besoin de la pensée de l'être.* ». D'autres textes montrent pourtant qu'Heidegger n'avait pas renoncé à penser Dieu dans sa propre visée ontologique, perspective que Marion récusait avec force, puisque ce serait revenir à l'idolâtrie.

Le problème consiste, il me semble, à décider s'il y a encore un rôle pour la pensée, dès lors qu'il n'y aurait plus que la foi qui parle. Oui, répond Marion, la pensée a un rôle capital à jouer. Il n'est pas prêt à se ranger sur ce point aux côtés de Clavel qui l'a pourtant provoqué à cette élucidation, ni aux côtés d'un christianis-

me qui se voudrait uniquement contemplatif et prêt à abandonner la ratio à ses seules déterminations pratiques. Il y a, avec l'éclairage de la foi, une autre façon de considérer l'être qui le libère de l'idolâtrie, en le libérant tout court : « *Libérer l'Etre, pour que, passant d'un vol captif à un vol libre, il libère son jeu, se libère comme un joueur qui laisse enfin ses propres gestes s'accomplir instinctivement avec une précision imprévisible et méticuleuse, bref s'abandonne à lui-même. Pourtant, afin que l'Etre ainsi se libère lui-même, sans doute faut-il qu'il puisse s'envisager...* » Mais s'envisager hors de la vision idolâtrique, où lui-même se renvoie sa propre image. Est-il possible à la pensée de prendre cette distance libératrice ? Marion en donne la preuve à travers deux chemins différents, mais également exaltants. Le premier est scripturaire, puisqu'il s'établit à partir de deux textes de Saint Paul et d'un texte de Saint Luc dont Marion déduit toute la sève « métaphysique ». Il apparaît que l'être peut être envisagé hors de la « différence ontologique » d'Heidegger, dans la perspective de la lumière et de la gloire de Dieu. L'être est ainsi traversé d'une Croix qui annule sans anéantir. Il peut être compris comme don. C'est ici qu'intervient la délivrance. Le don libère l'étant de l'Etre, pour l'inscrire dans l'espace de la Charité.

L'autre chemin est celui de « l'envers de la vanité », et trace, lui, sa route avec une visée plus humaine, puisque dans le premier chemin c'était Dieu lui-même, à travers la révélation, qui comme charité venait troubler le jeu de l'Etre. Ce second chemin à partir du Monsieur Teste de Paul Valéry définit un regard qui est celui de l'ennui, et qui aboutit à la vanité des choses et du monde. La vanité des vanités de l'Ecclésiaste. C'est une autre façon de troubler le jeu de l'Etre, lorsque tous les étants se trouvent frappés de caducité. Nous retombons encore sur Saint Paul et la figure du monde « qui s'en va ». La figure de ce monde passera. Est-ce à dire que seule la mélancolie est le regard qui convienne à ce monde, ce regard que Dürer décrit comme n'étant arrêté par rien de visible, mais se perdant dans les lignes de fuite de la gravure. Seule la charité peut venir habiter ces étants où le cœur ne se fixe pas. « *Venise ne devient belle que parce qu'on s'y aime, et non l'inverse, malgré les apparences; et d'ailleurs, Clichy, depuis Miller, vaut bien Venise; la beauté des pierres et des sites relève encore de la vérité, donc de l'étantité - devant l'amour, elle reçoit le coup sourd de la vanité, ou n'y échappe que par pure grâce d'association.* »

Une part de moi-même résiste à la démarche. Même si la figure du monde passera, ne serait-ce pas par transformation et non par passage au néant ? Quelque chose en nous qui ne relève pas de l'idolâtrie ne nous tient-il pas relié au doux royaume de la terre ? Mais il est vrai aussi que la mélancolie reflue sur cette beauté, et qu'il faut passer par la vanité des choses, pour rebondir dans la grâce et la lumière. L'Etre et la Croix, projetait Maurice Clavel pour mieux dénoncer l'Etre, mais au delà de la Croix, il y a, nous dit Balthasar, la gloire.

Gérard LECLERC

Jean-Luc Marion - « Dieu sans l'être » - Communio/Fayard. Prix franco : 75 F.

La nuit de San Lorenzo, c'est la nuit d'été, le 10 août, pendant laquelle il suffit de faire un vœu, à la vision d'une étoile filante, pour être exaucé.

la notte di san lorenzo

Mais dans le conte pour adultes - lequel, comme tous les contes est grave - que nous livrent Paolo et Vittorio Taviani, les bombes remplacent les étoiles filantes et, bien que chacun connaisse pourtant la légende, personne ne songe à faire de vœu. Sommes-nous dans un rêve ? Ou plutôt dans un cauchemar ? Qui nous réveillera ? Dès lors, commence un long voyage initiatique. L'argument en est simple.

Nous sommes en 1944, en Toscane. Les Allemands battent en retraite. Ils donnent l'ordre à la population de San Martino de se rassembler dans la cathédrale : les maisons ont été minées; le village doit sauter. Les fils de la tragédie sont noués. La communauté villageoise se scinde en deux camps. Le moment du choix et de la séparation est décrit avec force et simplicité. Les uns se soumettent, par prudence croient-ils, à l'autorité et se placent sous la protection de l'évêque. Mais y a-t-il encore, dans la barbarie du totalitarisme moderne, place pour la trêve de Dieu, ou plus simplement pour un reste d'humanité ? Nous savons la suite, que pressentent les autres villageois. Ils décident de marcher au devant des Américains. Ces libérateurs n'apparaissent jamais. Qu'importe. Ils ne sont qu'un mythe (richesse, liberté) pour cette communauté qui sort de la nuit pour prendre en charge son destin. La nuit de San Lorenzo est le récit de cette longue errance. Celle-ci n'est pas toujours sinistre : les frères Taviani nous rappellent que la guerre, aussi hideuse qu'elle soit, c'est aussi l'occasion de briser des habitudes et de faire voler

en éclat les carcans d'une société engoncée; des êtres se rencontrent et se reconnaissent, alors que le poids des conventions les tenait séparés en temps ordinaire. Le film a cette force d'être à la fois la mémoire d'une enfant qui a vécu cette terrible époque, et la description de la société paysanne de Toscane : la dimension individuelle n'est jamais masquée par l'aventure collective.

Bien qu'il n'y ait pas d'unité de lieu, d'où vient cette impression d'espace clos ? Le spectateur est presque toujours en présence du même groupe : dès lors, tout élément extérieur (les Allemands fantomatiques, ou les fascistes qui apparaissent surtout dans la scène finale), est perçu par lui-même comme une agression - l'apothéose survient avec l'affrontement des frères ennemis, fascistes et anti-fascistes, qui un parent, qui un voisin, dans un champ de blé. Cette partie de cache-cache macabre oscille toujours, sur le fil du rasoir, entre la farce et la tragédie; et cependant, le ton reste fort et juste. Il évoque bien sûr la cruauté et l'absurdité de la guerre, mais aussi l'angoisse insoutenable qu'elle engendre.

Le rythme du film est lent, toujours prenant. Le style, d'une hardiesse contenue, dépasse le pur classicisme sans jamais nous paraître échevelé. Il peint, par touches tantôt fortes, tantôt légères, la violence, la beauté, l'amour, l'humour, la mort.

Un grand film, un cauchemar qu'il faut sans doute avoir fait.

Pierre CARINI

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Les Etudiants royalistes lancent une campagne politique contre la conscription. Cette campagne vient à son heure avec les débats passionnés suscités à l'Assemblée par certaines remises en cause budgétaire touchant aux moyens de l'armée classique.

une campagne politique de la nar



Le problème de la conscription est depuis très longtemps posé. Le service national instrument 'idéologique' au service de l'Etat républicain pour dresser la jeunesse française ou outil indispensable de la défense du territoire national ? Les termes du débat ont pu varier considérablement selon les époques, depuis la Révolution française et les premiers soulèvements populaires contre la conscription qui firent la guerre intérieure de Vendée. Les royalistes ont en effet, dans leur propre tradition politique, matière à réflexions approfondies sur le pourquoi et le comment du service militaire.

Depuis l'accès de la France à l'arme nucléaire, la question de l'utilité militaire d'une armée de civils appelés est plus que jamais à l'ordre du jour. Que la classe politique française refuse d'en convenir n'est pas à son honneur. Et pourtant... à la faveur de la crise économique il semble que le budget des armées connaisse cette année certaines remises en cause qui tendront, si elles se poursuivent, à limiter les moyens de l'armée classique pour renforcer les moyens nucléaires de notre stratégie de dissuasion.

La droite prétendant faire un débat de confiance à l'Assemblée sur ce glissement politique, croit faire une bonne affaire, selon une tactique parlementaire qui consiste à faire feu de tout bois. Mais, sans le comprendre, elle se trouve - sauf à étudier de plus près les arguments qu'elle emploiera lors de ce débat prévu pour décembre -

dans le camp du passé, de la bêtise de l'Etat-Major, de l'incapacité de la France à assurer, depuis deux cents ans maintenant, une défense crédible et efficace de ses frontières.

Les jeunes royalistes ont réfléchi aux problèmes de Défense. Ils pensent que le service militaire est inutile et lancent une grande campagne d'explication sur ce thème. La Nouvelle Action Royaliste appuiera cette campagne avec de nombreux moyens. Une affiche est disponible (1), des tracts seront distribués, le numéro de «Royaliste-Université» (2) qui paraît comprend un important dossier, très sérieux et pédagogique, sur la question du service national.

La revue «Cité» consacre plus de soixante pages aux problèmes de Défense et permettra à chacun d'approfondir le débat. Le Club «Nouvelle Citoyenneté» de Rouen a d'ores et déjà décidé de consacrer son prochain trimestre d'études à ces questions. Et vous ? Quel aide apporterez-vous à la NAR et aux jeunes royalistes dans cette campagne politique ?

F.A.

(1) Affiche 35 cm/50 cm en couleur.
Tarif : 1 ex. 2 F (franco 5 F) - 90 ex. 27 F (franco 39 F) - 185 ex. 48 F (franco 66 F) - 280 ex. 73 F (franco 96 F) - 375 ex. 90 F (franco 118 F) - 470 ex. 113 F (franco 145 F).

(2) «Royaliste-U» numéro 22, 12 pages - 3 F - Abonnement : 5 numéros : 12 F (étudiants) - 30 F (non étudiants).

la réponse de la haute autorité

Il y a un mois, Bertrand Renouvin, au nom du Comité directeur de la NAR, écrivait à Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité. Nous rendons ici publique cette lettre ainsi que la réponse que nous avons reçue. Nous prenons acte de l'intention louable qui y est exprimée, mais nous attendrons de constater des changements réels pour juger si la Haute Autorité joue réellement son rôle.

Paris, le 9 octobre 1982

Madame la Présidente,

Garant de l'unité de notre pays, M. le Président de la République déclarait récemment que nul ne devait se sentir exclu dans la France d'aujourd'hui. Garant de la liberté, il n'a cessé d'affirmer son attachement au pluralisme des opinions, notamment sur les ondes qui viennent d'être libérées de l'emprise de l'Etat.

C'est pourquoi je me permets d'attirer votre attention sur la situation des mouvements politiques qui ne sont pas représentés au Parlement : dépourvus de gros moyens financiers, ceux-ci ne peuvent s'adresser à l'opinion que par le canal des grands moyens d'information.

Or, malgré le changement intervenu le 10 Mai 1981, j'ai le regret de constater que l'attitude de la radio et de la télévision n'a absolument pas évolué. Comme par le passé, certaines familles de pensée continuent d'être ignorées par ceux qui doivent informer le pays, et écartées des grands débats entre les Français. Il y a là une exclusion de fait, une altération grave du pluralisme qui inspire désormais les plus hautes autorités du pays.

Ayant écrit il y a un an aux Présidents de chaînes de radio et de télévision, je n'ai reçu que des réponses dilatoires. J'espère que la Haute Autorité veillera désormais à ce que la liberté d'expression soit effective, en permettant à toutes les familles de pensée et à tous les mouvements politiques de prendre part au débat public.

C'est dans cette attente que je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma respectueuse considération.

Bertrand RENOUVIN

le 27 octobre 1982

Monsieur,

J'ai pris bonne note de votre lettre du 9 octobre 1982.

La Haute Autorité doit en effet fixer les règles concernant les conditions de production, de programmation, et de diffusion des émissions consacrées à l'expression directe des diverses familles de croyance et de pensée.

Soyez persuadé que la Commission Juridique de la Haute Autorité tiendra le plus grand compte de vos observations.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes salutations distinguées.

Michèle COTTA

● PARIS

MERCREDIS DE LA NAR

Tous les mercredis, dans le locaux du journal, à 20 h, ont lieu des conférences-débats ouvertes à tous les sympathisants et lecteurs de «Royaliste». A l'issue de ces conférences un repas froid (participation aux frais : 13 F) est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions dans une ambiance amicale. Les lecteurs qui veulent recevoir le programme détaillé des conférences et les invitations sont priés de le demander en écrivant au journal.

Mercredi 17 novembre : Paul-Marie COUTEAUX, animateur du centre d'étude du Mouvement des Démocrates de Michel Jobert viendra parler de la langue française dans le monde.

Mercredi 24 novembre : Marco MARKOVIC docteur en sciences politiques fera une conférence sur «Jeanne d'Arc cette inconnue». Le portrait traditionnel de Jeanne d'Arc n'est-il pas qu'une image stéréotypée ? La véritable Jeanne nous est en réalité beaucoup plus proche humainement et politiquement.

● LIMOGES

Comme nous l'avions déjà annoncé («Royaliste» 365) se tiendra à Limoges le 20 novembre une «JOURNÉE HENRI III», à partir de 10 heures du matin, salle JP Timbaud.

10 h - «Y-a-t-il encore des royalistes ? Quelles sont leurs idées ?»

par Gérard Leclerc et les propositions de la NAR de Limoges,

par Laurent Bourdelas 11 h - Conférence de Gérard Leclerc sur «Bernanos politique» avec signature de livres.

12 h 30 - Buffet campagnard, 14 h 30 - Concert de Rock 16 h 30 - Concert de Blues avec Serge Zeni.

Toute la journée des stands divers seront ouverts au public : celui de la NAR bien sûr, mais aussi celui du Cercle d'Aguesseau, regroupant tous les royalistes de Limoges, celui du Club Nature L'Ecrevisse (Ecologistes) ...

Pour plus de renseignements : téléphoner à Laurent Bourdelas, (55) 77.33.85.

● **ETUDIANTS - LYCÉENS.** Le numéro de novembre de **Royaliste-Université** est paru. Il ouvre la campagne contre le service national (voir article ci-contre) et doit donc avoir une large diffusion. Tarif pour commandes en quantité : 10 ex. : 15 F - 20 ex. : 30 F - 30 ex. : 45 F.

● FAITES CONNAITRE

«ROYALISTE» !

L'un de nos soucis principaux et constant est d'augmenter régulièrement l'audience de notre bimensuel. Pour cela, et faute de moyens financiers importants, nous ne devons compter que sur l'aide de nos amis, militants et sympathisants, qui ont à cœur de faire connaître le journal autour d'eux. A cette intention, nous avons créé deux types d'abonnements spéciaux :

- l'**abonnement-paquet** pour recevoir 5 ou 10 exemplaires du journal à chaque parution (tarif pour trois mois : 5 ex. : 89 F - 10 ex. : 174 F).

- l'**abonnement-invendus** qui permet de recevoir, avec quinze jours de retard, des numéros invendus du journal (tarif pour 6 mois : 5 ex. : 36 F - 10 ex. : 63 F).

D'autre part, il est aussi possible de souscrire des **abonnements de propagande** à l'intention de vos amis et relations. Dans ce cas l'administration du journal se charge de tout (expédition de «Royaliste» et lettre de demande d'abonnement à la fin de l'essai). Le tarif pour ces abonnements de propagande est de 16 F pour une durée de trois mois.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Tout a été dit sur les élections espagnoles : impressionnant succès du Parti socialiste, renforcement de la droite conservatrice, défaite totale des nostalgiques du franquisme, important recul du Parti communiste, effondrement du Centre. Mais la véritable victoire se situe bien au-delà du compte des suffrages : comme l'a déclaré Felipe Gonzales, «le véritable gagnant ce n'est pas un parti devant les autres, c'est la démocratie et le peuple espagnol». Cette courte phrase résume parfaitement l'attitude d'un parti qui n'a jamais voulu être celui de la revanche et qui, depuis le retour de l'Espagne à la liberté, a toujours su que le véritable enjeu, par delà les idées, les programmes et la conquête de l'électorat, était de réussir l'alternance.

A la lucidité du Parti socialiste, à la sagesse de la classe politique (qui s'est bien gardée de réveiller les vieux démons pendant la campagne électorale), correspond le sang froid d'un peuple conscient de la fragilité de sa liberté reconquise. C'est en ce sens que les élections du 28 octobre sont la victoire de l'Espagne, tous partis et toutes classes réunis.

Faut-il crier au miracle ? Exalter la valeur morale des responsables politiques ? Ou, plus prosaïquement, conclure que la peur de comploteurs a été la meilleure conseillère ? Pourtant, des haines séculaires, portées à leur paroxysme pendant la guerre civile puis entretenues pendant les longues années du franquisme, ne prédisposaient guère l'Espagne à accomplir, par elle-même, un tel miracle. Personne ne prétend non plus que les hommes de valeur qui gouvernent le pays soient des génies. Quant à la crainte d'un coup d'Etat, elle pouvait porter aux pires excès. Quel est donc le secret de cette étonnante victoire d'un peuple sur lui-même ?

Dans la masse des félicitations adressées à F. Gonzales, dans le concert des louanges adressées à la jeune démocratie espagnole, le mot de monarchie a été bien rarement lu ou entendu. Ce n'est ni l'effet de la cécité, ni d'un quelconque parti pris : point n'est besoin de rappeler l'évidence, lorsqu'elle s'impose aussi clairement. Le roi Juan Carlos a beau n'être qu'un «monarque constitutionnel», disposant de pouvoirs moins étendus que ceux du Président de la République française, nul n'ignore, surtout depuis le putsch manqué de février 1981, qu'il est le principal garant de l'unité de l'Espagne et de la liberté des Espagnols. Là encore, les qualités humaines - qui sont incontestables - n'expliquent pas tout - et moins encore son passé de prétendant vivant à l'ombre de Franco et désigné par lui. Tandis que le «Caudillo» agonisait, bien peu osaient parier sur ce Prince

le sens d'une victoire



par
bertrand
renouvin

inconnu ou suspect. Pourtant l'essentiel est venu de lui, et se maintient grâce à lui. Non par le pouvoir que le roi aurait dans les institutions, non par la domination qu'il exercerait sur les hommes, mais par le simple fait de sa situation de roi légitime.

QU'EST-CE QU'UN ROI ?

Qu'est-ce qu'un roi ? Les fastes et les cancan font qu'on l'oublie trop souvent. Car un roi n'est pas le legs sympathique et désuet d'un très vieux passé : c'est l'homme qui tisse, jour après jour, la toile de l'unité ou qui, dans le meilleur des cas, veille à ce qu'elle ne se déchire pas. Sauf grâce extraordinaire, sauf personnage exceptionnel, lui seul peut le faire, par tradition, par situation, par disposition.

C'est qu'un roi ne tire pas son pouvoir d'une majorité aléatoire, toujours contestable par la minorité du moment, mais de l'histoire même. Les règles qui le désignent ne lui donnent pas d'autre «privilège» que d'incarner cette histoire, de l'assumer tout entière dans sa diversité, dans ses contradictions et par-delà les luttes qui opposent les citoyens. Ainsi Juan Carlos s'affirme comme «le roi de tous et de chacun, en ce qui concerne sa culture, son histoire et sa tradition». Roi de tous il peut l'être, puisqu'il ne tient son mandat d'aucune classe et d'au-

cun parti. Aussi chacun peut-il se reconnaître en lui, parce qu'il est exclusivement la personnification d'une histoire, le serviteur de l'ensemble du peuple vivant, le garant de son projet pour l'avenir.

De là tout peut succéder : la liberté des personnes et des communautés (et jusqu'à l'autonomie des peuples qui vivent dans la même nation) puisque l'unité du pays s'enracine dans une histoire commune, quotidiennement représentée dans la famille royale. Et aussi la justice pour tous puisque le roi, n'étant le représentant d'aucun intérêt particulier, d'aucune partie de la nation, se trouve naturellement en situation d'arbitre.

Sans Juan Carlos c'est-à-dire sans cette légitimité vivante que donnent à la fois l'héritage du passé national, le service de justice et de liberté rendu à chacun, et l'adhésion populaire, il n'y aurait eu en Espagne ni renaissance politique, ni décentralisation, ni la moindre liberté puisque les militaires insurgés auraient tout balayé. Il n'y aurait pas non plus, aujourd'hui, cette alternance paisible : ni les socialistes actuellement au gouvernement, ni les conservateurs s'ils y parvenaient un jour, ne peuvent prétendre représenter l'Espagne tout entière, et confisquer l'Etat à leur profit. Pour les uns comme pour les autres, vainqueurs ou vaincus des joutes électorales, il existe, par delà la compétition politique, un élément de stabilité et de continuité, un facteur d'identité nationale qui fait que, quel que soit le gagnant de la consultation électorale, nul ne se sent exilé à l'intérieur de son propre pays.

Dès lors, il ne faut pas s'étonner que tous les responsables de parti aient, à la veille des élections, juré fidélité à la monarchie et à la constitution et se soient engagés à être de bons serviteurs de l'Etat. Ni être surpris de «l'accord presque parfait entre un Souverain, héraut de la démocratie pour mieux assurer le trône, et un socialiste oublieux de la République pour mieux assurer la démocratie.» (1)

Dans notre pays, où la continuité du projet national est toujours problématique, où les partis politiques se prennent pour le tout, où l'alternance est toujours mal vécue, l'exemple de l'Espagne, démocratique parce que monarchique (2), peut être utilement médité.

Bertrand RENOUVIN

(1) Philippe Marcovici : «Le Quotidien de Paris», 29 octobre 1982.

(2) Il est extrêmement regrettable qu'un groupe monarchiste français ait récemment associé le principe monarchiste à son propre dogme anti-démocratique. Ne lui en déplaise, les Rois de France n'ont jamais été des dictateurs chargés de régler des querelles idéologiques, et de perpétuer l'esprit de guerre civile dans la nation.